

Réunion Sherpas du 05 février 2019 Intervention Aurélie GAL-REGNIEZ

Un G7 pour combattre les inégalités dans le monde : c'est l'ambition affichée par la présidence française. Nous croyons fermement que cela ne sera possible que si ce G7 se positionne clairement comme un G7 féministe.

Comme vous le savez, le féminisme ne concerne pas que les femmes. Le féminisme consiste à remettre en question les inégalités de genre et, plus généralement, l'équilibre des pouvoirs. Le féminisme consiste à créer un monde inclusif, diversifié et respectueux pour tout le monde et pour ceux et celles, garçons et filles, qui viendront après nous. Le féminisme est un moyen puissant de repenser nos sociétés à un moment où cela est vraiment nécessaire. À ce jour, aucun État ne peut prétendre avoir atteint l'égalité des sexes.

La plupart des décideur·euse·s l'ont compris ces dernières années. Des promesses pour s'attaquer au problème ont été faites. Et ce G7 est un tournant. Biarritz peut constituer un pas important vers l'égalité entre les sexes, en s'appuyant sur l'approche novatrice adoptée à Charlevoix l'année dernière. Ou ce G7 peut être une opportunité manquée. Et, bien sûr, rater cette occasion ne serait pas bon pour l'avenir des citoyens et citoyennes de ce monde, mais cela ne serait pas bon non plus pour la crédibilité des espaces politiques tels que le G7. C'est pourquoi, je voudrais vous suggérer aujourd'hui qu'ensemble nous devons aller de l'avant et non pas reculer.

Mes collègues des ONG partageront des recommandations précises dans quelques minutes, mais avant cela, je voudrais insister sur les deux conditions nécessaires au succès de ce G7.

La première condition est l'allocation de ressources financières en faveur des mouvements féministes. Bien entendu, les lois sont très importantes et le pacte de Biarritz est une très bonne initiative, mais elle est loin d'être suffisante. Comment pouvons-nous changer les normes sociales empêchant les filles d'aller à l'école et permettant la violence sexiste ? Comment pouvons-nous tirer le meilleur parti des solutions innovantes promues par les femmes pour lutter contre le changement climatique ou rendre nos économies plus inclusives ?

La réponse est assez simple : au niveau local, aux niveaux national, régional et international, de puissants alliés peuvent surmonter ces défis, proposer des solutions alternatives, influencer et contribuer à faire évoluer le système vers davantage d'égalité et de bien-être. Ces alliés sont les

mouvements féministes. Partout dans le monde, dans les pays du G7 comme ailleurs, ces mouvements luttent trop souvent avec la précarité. C'est pourquoi de nouveaux investissements ambitieux et non conditionnels en faveur des mouvements féministes sont nécessaires. Ils sont nécessaires maintenant si nous voulons progresser vers l'égalité, et non dans 50 ans.

La deuxième condition est de changer la gouvernance. La création du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes, l'an dernier, a été une excellente première étape, et nous devons en remercier le gouvernement canadien. Renforçons cette dynamique ! Un véritable changement surviendra lorsque toutes les politiques, y compris celles liées au commerce, à la croissance économique ou à la sécurité, seront véritablement conçues et mises en œuvre de manière participative et en étant sensibles aux inégalités femmes-hommes. Je sais que la présidence française a l'intention d'adopter cette approche. Je ne peux que vous exhorter à le faire de manière cohérente. Nous espérons que de nombreux espaces, pour ne pas dire tous les espaces de ce G7, pourront être ouverts aux échanges avec des leader·e·s féministes, des spécialistes du genre et des jeunes militant·e·s des droits des femmes, dans toute leur diversité.

Dans cette perspective, nous recommandons vivement que des délégations du groupe d'engagement W7, ainsi que des membres du Conseil consultatif pour l'égalité des sexes, participent à toutes les réunions ministérielles et puissent apporter leur contribution aux documents finaux. Nous recommandons également que des jeunes femmes activistes de pays en développement puissent prendre part à ces discussions.

Dans quelques instants, je me ferai ainsi un plaisir de laisser la place à ma collègue Hadja Idrissa Bah, de Guinée. Mais pour ouvrir la discussion que nous aurons après son intervention, j'ai deux questions :

Tout d'abord, pensez-vous que les pays du G7 pourraient proposer cette année des mécanismes de financement ambitieux et non conditionnels pour les mouvements féministes?

Deuxièmement, vous engagez-vous à appliquer une perspective de genre à toutes les questions abordées par ce G7 et à inclure des activistes féministes dans ces discussions ?

Merci beaucoup d'avance.